ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 11 février 1991, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant réforme de la Loterie nationale", a donné le 13 mars 1991 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 11 februari 1991 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende hervorming van de Nationale Loterij", heeft op 13 maart 1991 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE.

La structure du projet pourrait être améliorée. Le chapitre Ier contient, en effet, un certain nombre de dispositions étrangères à l'organisation et au fonctionnement de la Loterie, de même que des dispositions modificatives.

Il est proposé d'adopter la division suivante :

Chapitre Ier.Des missions, de l'organisation et du fonctionnement de la Loterie nationale.

Chapitre II.De l'affectation des bénéfices de la Loterie nationale.

Chapitre III.Dispositions diverses.

Chapitre IV. Dispositions finales.

Plusieurs dispositions, insérées par le projet dans le chapitre Ier, seraient placées au chapitre III ou au chapitre IV.

Une proposition de texte sera faite ci-après, sur laquelle le délégué du ministre a, en grande partie, marqué son accord.

Un tableau de concordance sera également annexé au présent avis.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Intitulé.

L'intitulé serait mieux rédigé comme suit :

"Loi relative à la Loterie nationale".

Dispositif.

Article 2.

Le commentaire des articles réservé à l'article 2, § 3, énonce que les actes de la Loterie nationale, réputés commerciaux (article 2, § 3),

"ressortiront ainsi à la compétence du tribunal de commerce".

La Loterie nationale n'ayant pas elle-même la qualité de commerçant, il pourrait être soutenu que la circonstance que les actes qu'elle accomplit sont réputés commerciaux ne suffirait pas à la rendre justiciable des tribunaux de commerce (1).

---

(1)Voir à ce sujet C. CAMBIER, Droit judiciaire civil, Bruxelles, Larcier, t. II, 1981, pp. 482 à 485.

Une disposition expresse devrait, dès lors, modifier le Code judiciaire en vue de réaliser l'intention exprimée dans l'exposé des motifs.

Article 24.

La portée de cette disposition telle qu'elle est rédigée est ambigüe. Si elle doit s'interpréter comme conférant aux autorités communautaires ou régionales un pouvoir de codécision à l'égard de projets au financement desquels elles ne concourent pas, elle est contraire au principe d'exclusivité des compétences de l'Etat, des Communautés et des Régions. En revanche, si le cas envisagé est celui de projets financés en commun par plusieurs pouvoirs publics, il est normal que ceux-ci s'accordent sur les modalités de leurs participations respectives.

Le texte de l'article 24 doit être revu en conséquence. Ignorant les intentions réelles de l'auteur du projet, le Conseil d'Etat s'abstiendra de formuler une proposition de texte pour l'article 18 du texte proposé ci-après.

PROJET DE TEXTE.

AVANT-PROJET DE LOI RELATIVE A LA LOTERIE NATIONALE

BAUDOUIN, Roi des Belges,

...

Chapitre Ier . -Des missions, de l'organisation et du fonctionnement de la Loterie nationale.

Article 1er. Il est créé, sous la dénomination "Loterie nationale", un établissement public, doté de la personnalité juridique et classé dans la catégorie C visée à l'article 1er de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

La Loterie nationale est placée sous le contrôle du ministre des Finances.

Art. 2. La Loterie nationale est chargée d'organiser, dans l'intérêt général et selon des méthodes commerciales, des loteries publiques dans les formes fixées par le Roi sur la proposition du ministre des Finances.

Cette mission peut être étendue, par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, à toutes autres formes de paris, concours et jeux de hasard autorisés par la loi.

Art. 3. § 1er. La Loterie nationale peut :

1Een vue de rentabiliser ses équipements, ses installations et son savoir-faire, accomplir pour des tiers, contre rémunération, des travaux ou des services;

2Econclure des accords, à l'exclusion de ceux tendant à la participation dans des sociétés commerciales, avec des loteries de pouvoirs publics étrangers ou avec toutes autres personnes, soit en vue d'organiser des opérations en commun, soit en vue de commercialiser leurs produits respectifs.

Les opérations visées à l'alinéa 1er sont autorisées par le ministre des Finances lorsqu'elles sont menées à l'intérieur des Etats membres des Communautés européennes et par le Roi, par arrêté délibéré en conseil des ministres, lorsqu'elles le sont à l'extérieur de ceux-ci.

§ 2. La Loterie nationale peut transiger et compromettre.

§ 3. Elle peut recevoir des dons et des legs.

Art. 4. Les actes de la Loterie nationale sont réputés commerciaux.

Art. 5. La Loterie nationale établit un plan pluriannuel d'entreprise qui fixe ses objectifs et sa stratégie à moyen terme.

Art. 6. La Loterie nationale est administrée par un conseil d'administration. Sa gestion journalière est confiée à un membre du cadre dirigeant qui porte le titre de directeur général.

Art. 7. § 1er. Le conseil d'administration est composé de dix membres, dont un président et deux vice-présidents. Ils sont nommés et révoqués par le Roi, sur la proposition du ministre des Finances.

Le président est choisi parmi les fonctionnaires généraux du ministère des Finances.

Les autres membres du conseil d'administration sont choisis parmi les fonctionnaires appartenant aux services d'administration générale de l'Etat ou aux organismes d'intérêt public placés sous le contrôle de l'Etat.

Le mandat d'administrateur a une durée de six ans. Il est renouvelable. Il prend fin de plein droit lorsque l'administrateur atteint l'âge de 65 ans.

§ 2. Le mandat d'administrateur est incompatible avec le mandat ou les fonctions de :

1E membre du Parlement européen;

2E membre des Chambres législatives;

3E ministre ou secrétaire d'Etat;

4Emembre du Conseil ou de l'Exécutif d'une communauté ou d'une région;

5Egouverneur d'une province ou membre de la députation permanente d'un conseil provincial;

6Emembre du personnel de la Loterie nationale.

Le conseil d'administration compte autant de membres du rôle linguistique français que du rôle linguistique néerlandais.

Les deux vice-présidents appartiennent respectivement au rôle linguistique français et au rôle linguistique néerlandais.

§ 3. Le président du conseil d'administration appartient à un rôle linguistique différent de celui du directeur général.

Art. 8. § 1er. Relèvent de la compétence du conseil d'administration :

1E la politique générale de la Loterie nationale;

2E le plan pluriannuel d'entreprise;

3E le budget et ses ajustements;

4Ele retrait de produits existants ou le lancement de produits nouveaux;

5Ele programme d'organisation du réseau de distribution des produits;

6Ele programme de parrainage;

7Ele plan de recrutement du personnel;

8El'acquisition et l'aliénation de biens immeubles;

9El'acceptation des dons et des legs;

10Eles accords visés à l'article 3, § 1er, alinéa 1er, 2E;

11Eles emprunts et les règles relatives au placement des disponibilités;

12Ele bilan et les comptes de résultat.

Le conseil d'administration délibère, à propos de toutes questions relevant de sa compétence, sur la proposition du directeur général. Il peut, à défaut de pareille proposition, inviter le directeur général à lui adresser des propositions dans des matières déterminées. Si le directeur général reste en défaut de transmettre ces propositions dans les deux mois de la demande, le conseil d'administration délibère valablement.

§ 2. Sans s'immiscer dans la gestion journalière, le conseil d'administration surveille les activités et l'exécution du budget de la Loterie nationale.

A cet effet, le directeur général fait périodiquement rapport au conseil d'administration sur les activités de la Loterie nationale et lui fournit toutes les informations utiles à l'exercice de sa mission.

Le conseil d'administration veille à la régularité des opérations déterminant le résultat des loteries, paris, concours et jeux de hasard visés à l'article 2. Les modalités de cette surveillance sont déterminées par le Roi sur la proposition du ministre des Finances et après avoir recueilli l'avis du conseil d'administration.

§ 3. Le conseil d'administration fixe son règlement d'ordre intérieur.

Le président détermine l'ordre du jour.

Le secrétariat du conseil d'administration est assuré, sous l'autorité du président, par les services de la Loterie nationale.

Art. 9. Le directeur général est chargé de l'exécution des décisions du conseil d'administration.

Il assiste, avec voix consultative, aux réunions de celui-ci.

Il représente la Loterie nationale dans tous les actes judiciaires et extrajudiciaires.

Il peut, moyennant l'approbation du conseil d'administration, déléguer certaines de ses attributions à des membres du cadre dirigeant.

Il peut conclure, au nom de la Loterie nationale, des marchés publics à concurrence des montants fixés par le ministre des Finances. Il conclut les autres marchés publics au nom de la Loterie nationale, moyennant l'approbation du conseil d'administration.

Art. 10. Il est créé, au sein de la Loterie nationale, un comité de direction constituant son cadre dirigeant et comprenant six membres. Il est présidé par le directeur général et, pendant les absences ou les indisponibilités de celui-ci, par le membre du comité qu'il désigne et qui appartient à un rôle linguistique différent.

Le comité de direction fixe son règlement d'ordre intérieur.

Il établit, annuellement, le projet du plan pluriannuel d'entreprise et le projet de budget.

Préalablement à leur introduction auprès du conseil d'administration par le directeur général en application de l'article 8, § 1er, les propositions font l'objet d'une délibération au sein du comité de direction.

Le comité de direction délibère sur les modalités d'exécution des décisions du conseil d'administration.

Le comité de direction statue sur toutes les questions qui ne sont pas expressément réservées par la loi au conseil d'administration et au directeur général.

Art. 11. § 1er. Il est institué au sein de la Loterie nationale une inspection interne placée sous l'autorité du comité de direction.

§ 2. L'inspection interne accomplit sa mission sur pièces et sur place sans pouvoir s'immiscer dans la gestion de la Loterie nationale. Elle accède à tous les dossiers et à toutes les archives de la Loterie nationale et elle reçoit des services de celle-ci tous les renseignements qu'elle demande.

Elle contrôle d'initiative le fonctionnement des services, la gestion du personnel, la gestion des marchés publics et la gestion des contrats passés par la Loterie nationale.

A la demande du conseil d'administration ou d'initiative, le directeur général fait rapport sur les activités de l'inspection interne.

Les rapports adressés par l'inspection interne au comité de direction sont directement communiqués au président du conseil d'administration, au commissaire du Gouvernement et aux contrôleurs aux comptes.

Les dépenses de l'inspection interne sont supportées par la Loterie nationale.

Art. 12. Le ministre des Finances désigne, pour un terme renouvelable de six ans, trois contrôleurs aux comptes.

Un des contrôleurs aux comptes est désigné parmi les membres de l'Institut des reviseurs d'entreprises, un sur présentation de la Cour des comptes et un parmi les fonctionnaires du ministère des Finances.

Ils sont chargés de contrôler les écritures et d'en certifier l'exactitude et la sincérité.

Ils peuvent prendre connaissance, sans déplacement, des livres et documents comptables, de la correspondance, des procès-verbaux, des situations périodiques et généralement de toutes les écritures. Ils vérifient la consistance des biens et des valeurs qui appartiennent à la Loterie nationale ou dont celle-ci à l'usage, la propriété ou la gestion.

Ils adressent au ministre des Finances, au directeur général et au conseil d'administration, un rapport sur la situation active et passive ainsi que sur les résultats de l'exploitation au moins une fois l'an, à l'occasion de l'élaboration du bilan et du compte de profits et pertes ou du compte annuel. Ils leur signalent, sans délai, toute négligence, toute irrégularité et, en général, toute situation susceptible de compromettre la rentabilité, la solvabilité et la liquidité de la Loterie nationale.

Ils ne peuvent s'immiscer dans la gestion de la Loterie nationale.

Art. 13. Le ministre des Finances fixe les rétributions et indemnités allouées à charge de la Loterie nationale :

1E aux membres du conseil d'administration;

2E au commissaire du gouvernement;

3E aux contrôleurs aux comptes.

Art. 14. § 1er. Les membres du cadre dirigeant ainsi que les autres membres du personnel de la Loterie nationale sont engagés par contrat de travail à durée indéterminée.

L'engagement ou le licenciement des membres du cadre dirigeant est décidé par le conseil d'administration à la majorité des deux tiers de ses membres. Cette décision doit être approuvée par le ministre des Finances (2).

§ 2. Sur la proposition du directeur général et moyennant l'approbation du ministre des Finances, le conseil d'administration détermine :

1Ele cadre du personnel;

2Eles règles relatives au recrutement, à l'avancement, au régime pécuniaire, au régime disciplinaire et au régime des pensions complémentaires, qui doivent être appliquées aux contrats de travail conclus avec les membres de son personnel.

§ 3. Les droits pécuniaires et les droits sociaux des membres du personnel sont au moins équivalents à ceux prévus en vertu de l'article 8 de l'arrêté royal nE 56 du 16 juillet 1982 relatif au recrutement dans certains services publics, remplacé par l'article 4 de la loi du 20 février 1990 relative aux agents des administrations et de certains organismes d'intérêt public.

---

(2)Le Conseil d'Etat attire l'attention sur la difficulté pratique de concilier l'approbation d'une mesure de licenciement par le ministre des Finances avec le délai très bref dans lequel un renvoi pour motif grave doit, suivant la loi relative au contrat de travail, être notifié à l'intéressé.

§ 4. A l'exception du directeur général, les membres du cadre dirigeant portent le même grade et bénéficient du même régime pécuniaire.

Chapitre II. -De l'affectation des bénéfices de la Loterie nationale.

Art. 15. Les bénéfices de la Loterie nationale sont affectés au financement de programmes d'aide aux pays en développement et à des fins d'utilité publique déterminées par arrêté royal délibéré en conseil des ministres.

Une dotation annuelle est octroyée à la Caisse nationale des calamités, dont le montant est fixé par arrêté royal délibéré en conseil des ministres.

Art. 16. Conformément aux règles visées à l'article 15, le Roi détermine annuellement, sur la proposition du ministre des Finances et par arrêté délibéré en conseil des ministres, le plan de répartition des bénéfices. Le plan de répartition distingue les différentes fins d'utilité publique concernées. Il précise, s'il échet, les modalités selon lesquelles les autres ministres seront associés à sa mise en oeuvre.

Art. 17. Le ministre des Finances procède, conformément au plan de répartition et après avoir recueilli l'avis du conseil d'administration, à l'affectation des bénéfices.

Art. 18. Voir observation sur l'article 24 du projet.

Chapitre III. - Dispositions diverses.

Art. 19. A la demande ou de l'avis du conseil d'administration, le Roi fixe, sur la proposition du ministre des Finances, les règles relatives à l'organisation du réseau de distribution des produits de la Loterie nationale.

Article 20.

Art. 20. Les microphotos et microfilms des produits de la Loterie nationale émis conformément à l'article 2, font foi comme les originaux, sauf preuve contraire, pour autant que ces reproductions soient faites par la Loterie nationale ou sous son contrôle.

Fait également foi comme les originaux, sauf preuve contraire, tout support informatique sur lequel est conservée la participation dématérialisée à la Loterie nationale dans les formes prévues à l'article 2.

Article 21.

Quiconque cède, acquiert ou offre en vente, en infraction aux règlements pris en exécution de la présente loi, tout titre de participation aux opérations visées à l'article 2, ainsi que tout avantage relatif à ce titre, est puni d'une amende de vingt-six francs à deux cents francs.

Est puni des mêmes peines quiconque organise, entre plusieurs personnes, une mise en commun en vue de participer à l'une des opérations visées à l'article 2, lorsque ces personnes ou des tiers en retirent un avantage autre que celui résultant de la participation à l'opération. Sont punies des mêmes peines les personnes qui ont sciemment participé à une telle mise en commun.

Les dispositions du livre 1er du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85, sont applicables aux infractions prévues par le présent article.

Article 22.

Le ministre des Finances peut accorder la garantie de l'Etat aux emprunts contractés par la Loterie nationale.

Article 23.

Les fonctionnaires de l'Administration de l'enregistrement et des domaines ont qualité pour passer les actes par lesquels la Loterie nationale acquiert les immeubles

nécessaires à ses services et pour les recouvrements de ses créances.

Art. 24. § 1er. L'Etat cède à la Loterie nationale tous les biens, meubles et immeubles, qui, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, étaient à la disposition du service chargé de l'exécution des opérations relatives au fonctionnement de la Loterie nationale conformément à la loi du 6 juillet 1964 relative à la Loterie nationale.

Cette cession fera l'objet d'un acte de transfert à passer devant un fonctionnaire de l'Administration de l'enregistrement et des domaines, à l'intervention du ministre des Finances et du directeur général de la Loterie nationale.

§ 2. La Loterie nationale succède aux droits et obligations de l'Etat en rapport avec les activités du service chargé de l'exécution des opérations visées par la loi du 6 juillet 1964 relative à la Loterie nationale.

Chapitre IV.- Dispositions finales.

Art. 25. L'article 574 du Code judiciaire, modifié par les lois des 24 mars 1975 et 12 juillet 1989, est complété comme suit :

"9Edes contestations relatives aux actes de la Loterie nationale, que la loi répute commerciaux".

Art. 26. Dans l'article 1er, C, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, remplacé par l'arrêté royal nE 431 du 5 août 1986 et modifié par la loi du 6 août 1990, les mots "Loterie nationale" sont insérés entre les mots "Institut national de crédit agricole" et les mots "Office central de crédit hypothécaire".

Art. 27. Dans l'article 94, alinéa 2, d), du Code des impôts sur les revenus modifié par la loi du 11 avril 1983, les mots "et la Compagnie belge pour le financement de l'industrie" sont remplacés par les mots "la Compagnie belge pour le financement de l'industrie, ainsi que la Loterie nationale".

Art. 28. L'article 37, § 2, 3E, de la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles, est remplacé par la disposition suivante :

"3Epar une partie du bénéfice de la Loterie nationale déterminée par arrêté royal délibéré en conseil des ministres.

Art. 29. La loi du 6 juillet 1964 relative à la Loterie nationale, modifié par la loi du 12 juillet 1976, est abrogé.

Art. 30. Les président, vice-présidents et membres du comité de gestion du service chargé des opérations visées par la loi du 6 juillet 1964 relative à la Loterie nationale, en activité à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, deviennent,

en leur qualité respective, membres du conseil d'administration visé à l'article 7.

Les contrôleurs aux comptes du service chargé des opérations visées par la loi du 6 juillet 1964 relative à la Loterie nationale, en activité à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, sont les contrôleurs aux comptes de la Loterie nationale au sens de l'article 10 de la présente loi.

Art.31. Les membres du cadre dirigeant du service chargé des opérations visées par la loi du 6 juillet 1964 relative à la Loterie nationale, en fonction à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, sont repris par la Loterie nationale dans les liens d'un contrat de travail à durée indéterminée. Toutefois, durant une période de six ans, ils peuvent réintégrer leur administration d'origine où ils maintiennent en surnombre le grade dont ils étaient titulaires à la Loterie nationale à la veille de l'entrée en vigueur de la présente loi, ainsi que le bénéfice de l'échelle barémique afférente à ce grade. Ils bloquent dans le cadre l'emploi qu'ils auraient occupé s'ils n'avaient pas été revêtus d'un grade supérieur. En ce qui concerne les promotions, les changements de grade ou les transferts dans le cadre organique, leur situation reste celle qui est normalement attachée au grade correspondant à l'emploi bloqué.

§ 2. La Loterie nationale reprend, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, sous le régime du contrat de travail à durée indéterminée, le personnel du service chargé de l'exécution des opérations visées par la loi du 6 juillet 1964 relative à la Loterie nationale.

Toutefois, durant une période de six ans, les membres du personnel visés à l'alinéa 1er, qui sont agents définitifs et qui ont obtenu un congé en vue de leur per-mettre d'assurer une mission à la Loterie nationale, peuvent réintégrer leur administration d'origine où ils maintiennent en surnombre le grade dont ils étaient titulaires à la Loterie nationale à la veille de l'entrée en vigueur de la présente loi, ainsi que le bénéfice de l'échelle barémique afférente à ce grade. Ils bloquent dans le cadre l'emploi qu'ils auraient occupé s'ils n'avaient pas été revêtus d'un grade supérieur. En ce qui concerne les promotions, les changements de grade ou les transferts dans le cadre organique, leur situation reste celle qui est normalement attachée au grade correspondant à l'emploi bloqué.

§ 3. La situation juridique et pécuniaire des membres du personnel de la Loterie nationale en fonction à la date d'entrée en vigueur de la présente loi ne sera en aucun cas moins avantageuse que celle qui leur était applicable avant son entrée en vigueur.

Art. 32. La présente loi entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit celui de sa publication au Moniteur belge, à l'exception de l'article 7, § 3, qui entre en vigueur le 1er juin 1992. Le Roi peut toutefois fixer l'entrée en vigueur de cet article 7, § 3, à une date antérieure.

ANNEXE.

Concordance entre le projet et le texte proposé.

Projet	Texte proposé

Art. 1er, § 1er	Art. 1er
Art. 1er, § 2	Art. 26
Art. 2, § 1er	Art. 2
Art. 2, § 2	Art. 3, § 1er
Art. 2, § 3	Art. 4
Art. 2, § 4	Art. 3, § 2
Art. 2, § 5	Art. 5
Art. 2, § 6	Art. 3, § 3
Art. 3	Art. 6
Art. 4, al. 1er et 2	Art. 7, § 1er, al. 1er
Art. 4, al. 3	Art. 7, § 1er, al. 2
Art. 4, al. 4	Art. 7, § 1er, al. 3
Art. 4, al. 5	Art. 7, § 1er, al. 4
Art. 4, al. 6 à 8	Art. 7, § 2
Art. 4, al. 9	Art. 7, § 3
Art. 5	Art. 8
Art. 6, § 1er	supprimé
Art. 6, § 2	Art. 9
Art. 7	Art. 10
Art. 8	supprimé
Art. 9	Art. 11
Art. 10	Art. 12
Art. 11	Art. 13
Art. 12	Art. 14
Art. 13	Art. 24
Art. 14	Art. 22
Art. 15	supprimé
Art. 16	Art. 27
Art. 17	Art. 23
Art. 18	Art. 20
Art. 19	Art. 21

Art. 20	Art. 19
Art. 21, §§ 1er et 2	Art. 15
Art. 21, § 3	Art. 28
Art. 22	Art. 16
Art. 23	Art. 17
Art. 24	Art. 18
Art. 25	Art. 30
Art. 26	Art. 31
Art. 27	Art. 29
Art. 28	Art. 32

ALGEMENE OPMERKING .

De structuur van het ontwerp zou kunnen worden verbeterd. Hoofdstuk I bevat immers een aantal bepalingen die niets te maken hebben met de organisatie en de werking van de Loterij, alsmede wijzigingsbepalingen.

Er wordt voorgesteld de volgende indeling aan te nemen :

Hoofdstuk I.Opdrachten, organisatie en werking van de Nationale Loterij.

Hoofdstuk II.Bestemming van de winsten van de Nationale Loterij.

Hoofdstuk III.Diverse bepalingen.

Hoofdstuk IV. Slotbepalingen.

Een aantal bepalingen die door het ontwerp in hoofdstuk I, worden ingevoegd, zouden worden ingedeeld bij hoofdstuk III of hoofdstuk IV.

Hierna wordt een tekstvoorstel gedaan waarmede de gemachtigde van de Minister goeddeels heeft ingestemd.

Bij dit advies wordt tevens een concordantietabel gevoegd.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Opschrift.

Het zou beter zijn het opschrift als volgt te redigeren :

"Wet betreffende de Nationale Loterij".

Bepalend gedeelte.

Artikel 2.

In de artikelsgewijze bespreking die aan artikel 2, § 3, is gewijd, staat te lezen dat de handelingen van de Nationale Loterij, die als daden van koophandel worden beschouwd (artikel 2, § 3),

"... aldus onder de bevoegdheid van de rechtbank van koophandel (vallen)".

Aangezien de Nationale Loterij zelf niet de hoedanigheid van handelaar heeft, zou kunnen worden beweerd dat de omstandigheid dat de handelingen die zij stelt als daden van koophandel worden beschouwd, niet voldoende is om haar justitiabel te maken voor de rechtbanken van koophandel (3).

Wil men de in de memorie van toelichting geformuleerde bedoeling tot uitvoering brengen, dan zou een uitdrukkelijke bepaling het Gerechtelijk wetboek moeten wijzigen.

---

(3) Zie in dat verband C. CAMBIER, Droit judiciaire civil, Brussel, Larcier, deel II, 1981, blz. 482 tot 485.

Artikel 24.

De strekking van die bepaling, zoals ze geredigeerd is, is dubbelzinnig. Indien ze zo moet worden uitgelegd dat ze aan de overheid van de Gemeenschappen of de Gewesten medebeslissingsrecht verleent ten aanzien van projecten tot welker financiering zij geen bijdrage leveren, is ze in strijd met het beginsel van de exclusieve bevoegdheden van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten. Indien daarentegen wordt gedacht aan het geval waarin verscheidene openbare overheden gezamenlijk projecten financieren, is het normaal dat die overheden tot overeenstemming komen over de voorwaarden van hun onderscheiden bijdragen.

De tekst van artikel 24 moet bijgevolg worden herzien. Aangezien de Raad van State niet weet wat de echte bedoeling van de indiener van het ontwerp is, zal hij ervan afzien een tekstvoorstel te doen voor artikel 18 van de hierna voorgestelde tekst.

TEKSTONTWERP.

VOORONTWERP VAN WET BETREFFENDE DE NATIONALE LOTERIJ.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

...

Hoofdstuk I. -Opdrachten, organisatie en werking van de Nationale Loterij.

Artikel 1. Onder de benaming "Nationale Loterij" wordt een openbare instelling opgericht met rechtspersoonlijkheid en ingedeeld bij de categorie C als bedoeld in artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

De Nationale Loterij wordt onder het toezicht van de minister van Financiën geplaatst.

Art. 2. De Nationale Loterij wordt ermee belast, in het algemeen belang en volgens handelsmethodes, openbare loterijen te organiseren in de vormen bepaald door de Koning op voordracht van de minister van Financiën.

Die opdracht kan bij een in de ministerraad overlegd koninklijk besluit worden uitgebreid tot alle andere vormen van weddenschappen, wedstrijden en kansspelen die bij de wet zijn toegestaan.

Art. 3. § 1. De Nationale Loterij mag :

1Ehaar apparatuur, installaties en know-how rendabel maken door tegen vergoeding werkzaamheden of diensten te verrichten voor derden;

2Eovereenkomsten sluiten, met uitsluiting van overeenkomsten om te participeren in handelsvennootschappen, met loterijen van buitenlandse overheden of met enige andere persoon, hetzij om gezamenlijke verrichtingen te doen, hetzij om hun onderscheiden produkten op de markt te brengen.

De in het eerste lid bedoelde verrichtingen worden toegestaan door de minister van Financiën, wanneer ze worden gedaan binnen de Lid-Staten van de Europese Gemeenschappen, en door de Koning, bij een in de ministerraad overlegd besluit, wanneer ze daarbuiten worden verricht.

§ 2. De Nationale Loterij kan dadingen en compromissen aangaan.

§ 3. Zij kan giften en legaten ontvangen.

Art. 4. De handelingen van de Nationale Loterij worden geacht daden van koophandel te zijn.

Art. 5. De Nationale Loterij stelt een bedrijfsplan voor verscheidene jaren op waarin haar doelstellingen en haar strategie op middellange termijn worden bepaald.

Art. 6. De Nationale Loterij wordt bestuurd door een raad van bestuur. Haar dagelijks bestuur wordt opgedragen aan een kaderlid dat de titel van directeur-generaal voert.

Art. 7. § 1. De raad van bestuur bestaat uit tien leden, onder wie een voorzitter en twee ondervoorzitters. Ze worden op voordracht van de minister van Financiën door de Koning benoemd en van hun ambt ontheven.

De voorzitter wordt gekozen uit de ambtenaren-generaal van het Ministerie van Financiën.

De overige leden van de raad van bestuur worden gekozen uit de ambtenaren die behoren tot de diensten van algemeen bestuur van het Rijk of tot de onder het toezicht van de Staat geplaatste instellingen van openbaar nut.

Het mandaat van bestuurder duurt zes jaar. Het kan worden vernieuwd. Het eindigt van rechtswege wanneer de bestuurder de leeftijd van 65 jaar bereikt.

§ 2. Het mandaat van bestuurder is onverenigbaar met het mandaat of de ambten van :

1Elid van het Europees Parlement;

2E lid van de wetgevende kamers;

3Eminister of staatssecretaris;

4Elid van de Raad of de Executieve van een Gemeenschap of een Gewest;

5Egouverneur van een provincie of lid van de bestendige deputatie van een provincieraad;

6Epersoneelslid van de Nationale Loterij.

In de raad van bestuur hebben evenveel leden van de Nederlandse taalrol als leden van de Franse taalrol zitting.

De twee ondervoorzitters behoren respectievelijk tot de Nederlandse en tot de Franse taalrol.

§ 3. De voorzitter van de raad van bestuur behoort tot een andere taalrol dan die van de directeur-generaal.

Art. 8. § 1. Tot de bevoegdheid van de raad van bestuur behoren :

1Ehet algemeen beleid van de Nationale Loterij;

2Ehet bedrijfsplan voor verscheidene jaren;

3Ede begroting en de aanpassingen ervan;

4Ede intrekking van bestaande produkten of de lancering van nieuwe produkten;

5Ehet programma voor de organisatie van het net voor de distributie van de produkten;

6Ehet programma voor het beschermheerschap;

7Ehet plan voor de indienstneming van het personeel;

8Ede verwerving en de vervreemding van onroerende goederen;

9Ede aanneming van giften en legaten;

10Ede overeenkomsten bedoeld in artikel 3, § 1, eerste lid, 2E;

11Ede leningen en de voorschriften betreffende de belegging van de beschikbare middelen;

12Ede balans en de resultatenrekeningen.

De raad van bestuur beraadslaagt over alle kwesties die tot zijn bevoegdheid behoren, op voorstel van de directeur-generaal. Bij gebrek aan zo'n voorstel kan de raad de directeur-generaal verzoeken voorstellen te doen omtrent bepaalde aangelegenheden. Indien de directeur-generaal binnen twee maanden vanaf dat verzoek geen voorstellen bezorgt, beslist de raad van bestuur op geldige wijze.

§ 2. Zonder zich te mengen in het dagelijks beheer, houdt de raad van bestuur toezicht op de activiteiten en op de uitvoering van de begroting van de Nationale Loterij.

Daartoe brengt de directeur-generaal bij de raad van bestuur periodiek verslag uit over de activiteiten van de Nationale Loterij en verstrekt hij aan de raad alle voor de uitvoering van zijn taak nuttige inlichtingen.

De raad van bestuur ziet toe op de regelmatigheid van de verrichtingen die het resultaat bepalen van de loterijen, weddenschappen, wedstrijden en kansspelen bedoeld in artikel 2.

De wijze waarop dat toezicht geschiedt, wordt door de Koning bepaald op voorstel van de minister van Financiën en nadat het advies van de raad van bestuur is ingewonnen.

§ 3. De raad van bestuur legt zijn huishoudelijk reglement vast.

De voorzitter bepaalt de agenda.

Het secretariaat van de raad van bestuur wordt, onder het gezag van de voorzitter, waargenomen door de diensten van de Nationale Loterij.

Art. 9. De directeur-generaal wordt belast met de uitvoering van de beslissingen van de raad van bestuur.

Hij woont met raadgevende stem de vergaderingen van de raad van bestuur bij.

Hij vertegenwoordigt de Nationale Loterij in alle gerechtelijke en buitengerechtelijke handelingen.

Mits de raad van bestuur zijn goedkeuring verleent, kan de directeur-generaal sommige van zijn bevoegdheden overdragen aan kaderleden.

Hij kan in naam van de Nationale Loterij overheidsopdrachten gunnen ten belope van door de minister van Financiën vastgestelde bedragen. De andere overheidsopdrachten gunt hij in naam van de Nationale Loterij, mits de raad van bestuur zijn goedkeuring verleent.

Art. 10. Binnen de Nationale Loterij wordt een directiecomité opgericht dat het kader vormt en uit zes leden bestaat. Het directiecomité wordt voorgezeten door de directeur-generaal of, wanneer deze afwezig of niet beschikbaar is, door het lid van het comité dat hij aanwijst en dat tot een andere taalrol behoort.

Het directiecomité legt zijn huishoudelijk reglement vast.

Het directiecomité stelt elk jaar het ontwerp van bedrijfsplan voor verscheidene jaren en de ontwerpbegroting op.

Voordat de voorstellen door de directeur-generaal bij de raad van bestuur worden ingediend met toepassing van artikel 8, § 1, beraadslaagt het directiecomité erover.

Het directiecomité beraadslaagt over de wijze van uitvoering van de beslissingen van de raad van bestuur.

Het directiecomité beslist over alle kwesties die door de wet niet uitdrukkelijk voor de raad van bestuur of voor de directeur-generaal zijn bestemd.

Art. 11. § 1. Binnen de Nationale Loterij wordt een interne inspectie opgericht die onder het gezag van het directiecomité staat.

§ 2. De interne inspectie voert haar taak uit op basis van stukken en ter plaatse, zonder dat ze zich mag mengen in het beheer van de Nationale Loterij. Ze heeft toegang tot alle dossiers en tot heel het archief van de Nationale Loterij en krijgt van de diensten van de Nationale Loterij alle inlichtingen die ze vraagt.

Op eigen initiatief controleert de inspectie de werking van de diensten, het personeelsbeheer, het beheer van de overheidsopdrachten en het beheer van de door de Nationale Loterij gesloten overeenkomsten.

Op verzoek van de raad van bestuur of op eigen initiatief brengt de directeur-generaal verslag uit over de activiteiten van de interne inspectie.

De verslagen van de interne inspectie aan het directiecomité worden direct bezorgd aan de voorzitter van de raad van bestuur, aan de regeringscommissaris en aan de controleurs van de rekeningen.

De uitgaven van de interne inspectie worden door de Nationale Loterij gedragen.

Art. 12. De minister van Financiën stelt voor een vernieuwbare termijn van zes jaar drie controleurs van de rekeningen aan.

Eén van die controleurs van de rekeningen wordt aangesteld onder de leden van het Instituut der Bedrijfsrevisoren, één op voordracht van het Rekenhof en één onder de ambtenaren van het Ministerie van Financiën.

Ze worden ermee belast de geschriften te controleren en ze echt en deugdelijk te verklaren.

Ze kunnen ter plaatse kennis nemen van de boeken en de rekeningstukken, de post, de processen-verbaal, de periodieke balansen en in het algemeen van alle geschriften. Ze gaan de omvang na van de goederen en de waarden die aan de Nationale Loterij toebehoren of die deze gebruikt, bezit of beheert.

Ze brengen aan de minister van Financiën, aan de directeur-generaal en aan de raad van bestuur verslag uit over de activa en de passiva alsook over de bedrijfsresul-

taten, ten minste eenmaal per jaar, naar aanleiding van het opmaken van de balans en van de winst- en verliesrekening of van de jaarrekening. Ze melden hun zonder verwijl elke nalatigheid, elke onregelmatigheid en in het algemeen elke toestand die de rendabiliteit, de solvabiliteit en de liquiditeit van de Nationale Loterij in gevaar kan brengen.

Ze mogen zich niet mengen in het beheer van de Nationale Loterij.

Art. 13. De minister van Financiën stelt de bezoldigingen en de vergoedingen vast die ten laste van de Nationale Loterij worden toegekend aan :

1E de leden van de raad van bestuur;

2E de regeringscommissaris;

3E de controleurs van de rekeningen.

Art. 14. § 1. De kaderleden en de overige personeelsleden van de Nationale Loterij worden in dienst genomen bij een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde tijd.

Over de indienstneming of het ontslag van de kaderleden beslist de raad van bestuur bij een meerderheid van

twee derde van zijn leden. Die beslissing moet worden goedgekeurd door de minister van Financiën (4).

§ 2. Op voorstel van de directeur-generaal en mits de minister van Financiën zijn goedkeuring verleent, bepaalt de raad van bestuur :

1Ede personeelsformatie;

2Ede voorschriften betreffende de indienstneming, de bevordering, de bezoldigingsregeling, de tuchtregeling en de regeling van de aanvullende pensioenen die gelden voor de arbeidsovereenkomsten gesloten met de personeelsleden.

§ 3. De geldelijke en de sociale rechten van de personeelsleden zijn ten minste gelijkwaardig aan die welke zijn vastgesteld krachtens artikel 8 van het koninklijk besluit nr. 56 van 16 juli 1982 betreffende de werving in sommige overheidsdiensten, vervangen bij artikel 4 van de wet van 20 februari 1990 betreffende het personeel van de overheidsbesturen en van sommige instellingen van openbaar nut.

---

(4)De Raad van State vestigt de aandacht op de praktische moeilijkheid om de goedkeuring van een maatregel tot ontslag door de minister van Financiën te combineren met de zeer korte termijn waarin volgens de wet betreffende de arbeidsovereenkomsten van een ontslag om een dringende reden kennis moet worden gegeven aan de belanghebbende.

§ 4. Met uitzondering van de directeur-generaal hebben de kaderleden dezelfde graad en dezelfde bezoldigingsregeling.

Hoofdstuk II. -Bestemming van de winst van de Nationale Loterij.

Art. 15. De winst van de Nationale Loterij wordt bestemd voor de financiering van programma's voor hulpverlening aan de ontwikkelingslanden en voor doeleinden van openbaar nut die worden bepaald bij een in de Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

Aan de Nationale Kas voor Rampenschade wordt een jaarlijkse dotatie toegekend waarvan het bedrag wordt vastgesteld bij een in de Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

Art. 16. Overeenkomstig de in artikel 15 bedoelde voorschriften stelt de Koning elk jaar, op voorstel van de minister van Financiën en bij een in de Ministerraad overlegd koninklijk besluit, het plan vast voor de winstverdeling. In het verdeelplan wordt een onderscheid gemaakt tussen de verschillende doeleinden van openbaar nut in kwestie. In voorkomend geval kan in het plan de wijze worden bepaald waarop de andere ministers bij de uitvoering ervan zullen worden betrokken.

Art. 17. De minister van Financiën zorgt, overeenkomstig het verdeelplan en nadat hij het advies van de raad van bestuur heeft ingewonnen, voor de bestemming van de winst.

Art. 18. Zie de opmerking in verband met artikel 24 van het ontwerp.

Hoofdstuk III. - Diverse bepalingen.

Art. 19. Op verzoek of op advies van de raad van bestuur bepaalt de Koning, op voorstel van de minister van Financiën, de regels in verband met de organisatie van het net voor de distributie van de produkten van de Nationale Loterij.

Artikel 20.

Art. 20. De microfoto's en microfilms van de produkten van de Nationale Loterij die overeenkomstig artikel 2 zijn uitgebracht, hebben, behoudens tegenbewijs, dezelfde bewijskracht als de originelen, voor zover die reprodukties door de Nationale Loterij of onder haar toezicht worden gemaakt.

Ook elke informatiedrager waarop de gedematerialiseerde deelneming aan de Nationale Loterij wordt bewaard in de vormen bepaald in artikel 2 heeft, behoudens tegenbewijs, dezelfde bewijskracht als de originelen.

Artikel 21.

Hij die, met schending van de ter uitvoering van deze wet vastgestelde regelingen, enige titel van deelneming aan de in artikel 2 bedoelde verrichtingen alsook enig voordeel dat aan die titel is verbonden, overdraagt, verwerft of te koop biedt, wordt gestraft met geldboete van zesentwintig frank tot tweehonderd frank.

Met dezelfde straffen wordt gestraft hij die, met verscheidene personen een gemeenschappelijke inzet organiseert om deel te nemen aan één van de in artikel 2 bedoelde verrichtingen, wanneer die personen of derden er een ander voordeel uithalen dan datgene dat vastzit aan de deelneming aan de verrichting. Met dezelfde straffen worden gestraft de personen die bewust hebben deelgenomen aan een dergelijke gemeenschappelijke inzet.

De bepalingen van boek I van het Strafwetboek, hoofdstuk VII en artikel 85 niet uitgezonderd, vinden toepassing op de in dit artikel genoemde strafbare feiten.

Artikel 22.

De minister van Financiën kan Staatswaarborg verlenen aan de leningen die de Nationale Loterij afsluit.

Artikel 23.

De ambtenaren van het Bestuur van Registratie en Domeinen zijn bevoegd om de akten te verlijden waarbij de Nationale Loterij de nodige onroerende goederen voor haar

diensten verkrijgt en zijn bevoegd om haar schuldvorderingen te innen.

Art. 24. § 1. De Staat draagt aan de Nationale Loterij alle roerende en onroerende goederen over die vo,'o,'r de inwerkingtreding van deze wet ter beschikking stonden van de dienst die overeenkomstig de wet van 6 juli 1967 betreffende de Nationale Loterij belast was met de uitvoering van de verrichtingen in verband met de werking van de Nationale Loterij.

De overdracht wordt vastgelegd bij een akte van overdracht die voor een ambtenaar van het Bestuur van de Registratie en Domeinen moet worden verleden, door tussenkomst van de minister van Financiën en van de directeur-generaal van de Nationale Loterij.

§ 2. De Nationale Loterij volgt de Staat op in alle rechten en plichten aangaande de activiteiten van de dienst belast met de uitvoering van de verrichtingen bedoeld in de wet van 6 juli 1964 betreffende de Nationale Loterij.

Hoofdstuk IV. - Slotbepalingen.

Art. 25. Artikel 574 van het Gerechtelijk Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 24 maart 1975 en 12 juli 1989, wordt aangevuld als volgt :

"9Evan geschillen inzake de handelingen van de Nationale Loterij die door de wet geacht worden daden van koophandel te zijn".

Art. 26. In artikel 1, C, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, vervangen bij het koninklijk besluit nr. 431 van 5 augustus 1986, en gewijzigd bij de wet van 6 augustus 1990, worden de woorden "Nationale Loterij" toegevoegd aan de opsomming.

Art. 27. In artikel 94, tweede lid, d), van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen, gewijzigd bij de wet van 11 april 1983, worden de woorden "en de Belgische Maatschappij voor de Financiering van de Nijverheid" vervangen door de woorden "de Belgische Maatschappij voor de Financiering van de Nijverheid alsmede de Nationale Loterij".

Art. 28. Artikel 37, § 2, 3E, van de wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"3Euit een gedeelte van de winst van de Nationale Loterij dat bij een in de ministerraad overlegd koninklijk besluit wordt bepaald".

Art. 29. De wet van 6 juli 1964 betreffende de Nationale Loterij, gewijzigd bij de wet van 12 juli 1976, wordt opgeheven.

Art. 30. De voorzitter, ondervoorzitters en leden van het beheerscomité van de dienst belast met de verrichtingen bedoeld in de wet van 6 juli 1964 betreffende de Nationale Loterij, die op de datum van de inwerkingtreding van deze wet in dienst

zijn, worden in hun respectieve hoedanigheid leden van de in artikel 7 bedoelde raad van bestuur.

De controleurs van de rekeningen van de dienst belast met de verrichtingen bedoeld in de wet van 6 juli 1964 betreffende de Nationale Loterij, die in dienst zijn op de datum van de inwerkingtreding van deze wet, zijn de controleurs van de rekeningen van de Nationale Loterij in de zin van artikel 10 van deze wet.

Art. 31. De kaderleden van de dienst belast met de verrichtingen bedoeld in de wet van 6 juli 1964 betreffende de Nationale Loterij, die in dienst zijn op de datum van de inwerkingtreding van deze wet, worden door de Nationale Loterij overgenomen onder het stelsel van een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde tijd. Zij kunnen gedurende een periode van zes jaar evenwel terugkeren naar hun bestuur van herkomst waar zij overtallig de graad behouden die zij bekleedden bij de Nationale Loterij de dag vo,'o,'r de inwerkingtreding van deze wet, alsook het genot van de aan die graad verbonden weddeschaal. In de formatie blokkeren zij de betrekking die zij zouden hebben vervuld indien zij geen hogere graad hadden gekregen. Wat de bevorderingen, de veranderingen van graad of de overplaatsingen in de personeelsformatie betreft, blijft hun toestand zoals die welke normaal verbonden is aan de graad die overeenstemt met de geblokkeerde betrekking.

§ 2. De Nationale Loterij neemt op de datum van de inwerkingtreding van deze wet, onder het stelsel van een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde tijd, het personeel over

van de dienst belast met de uitvoering van de verrichtingen bedoeld in de wet van 6 juli 1964 betreffende de Nationale Loterij.

Gedurende een periode van zes jaar evenwel kunnen de in het eerste lid bedoelde personeelsleden, die vastbenoemde ambtenaren zijn en verlof hebben gekregen om een taak te kunnen vervullen bij de Nationale Loterij, terugkeren naar hun bestuur van herkomst waar zij overtallig de graad behouden die zij bij de Nationale Loterij bekleedden de dag v o,' o,' r de inwerkingtreding van deze wet, alsmede het genot van de aan die graad verbonden weddeschaal. Zij blokkeren in de formatie de betrekking die zij zouden hebben vervuld indien zij geen hogere graad hadden gekregen. Wat de bevorderingen, de veranderingen van graad of de overplaatsingen in de personeelsformatie betreft, blijft hun toestand die welke normaal verbonden is aan de graad die overeenstemt met de geblokkeerde betrekking.

§ 3. De juridische en de financiële toestand van de personeelsleden van de Nationale Loterij die in dienst zijn op de datum van de inwerkingtreding van deze wet, mag in geen geval minder voordelig zijn dan die welke v o,' o,' r de inwerkingtreding van deze wet op hen van toepassing was.

Art. 32. Deze wet treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand na die waarin zij is bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad, met uitzondering van artikel 7, § 3, dat in werking treedt op 1 juni 1992. De Koning kan evenwel bepalen dat dit artikel 7, § 3, vroeger in werking treedt.

BIJLAGE.

Overeenstemming tussen het ontwerp en de voorgestelde tekst.

Ontwerp	Voorgestelde tekst
Art. 1, § 1	Art. 1
Art. 1, § 2	Art. 26
Art. 2, § 1	Art. 2
Art. 2, § 2	Art. 3, § 1
Art. 2, § 3	Art. 4
Art. 2, § 4	Art. 3, § 2
Art. 2, § 5	Art. 5
Art. 2, § 6	Art. 3, § 3
Art. 3	Art. 6
Art. 4, eerste en tweede lid	Art. 7, § 1, eerste lid
Art. 4, derde lid	Art. 7, § 1, tweede lid
Art. 4, vierde lid	Art. 7, § 1, derde lid
Art. 4, vijfde lid	Art. 7, § 1, vierde lid
Art. 4, zesde tot achtste lid	Art. 7, § 2
Art. 4, negende lid	Art. 7, § 3
Art. 5	Art. 8
Art. 6, § 1	geschrapt
Art. 6, § 2	Art. 9
Art. 7	Art. 10
Art. 8	geschrapt

.../...

Art. 9	Art. 11
Art. 10	Art. 12
Art. 11	Art. 13
Art. 12	Art. 14
Art. 13	Art. 24
Art. 14	Art. 22
Art. 15	geschrapt
Art. 16	Art. 27
Art. 17	Art. 23
Art. 18	Art. 20
Art. 19	Art. 21
Art. 20	Art. 19
Art. 21, §§ 1 en 2	Art. 15
Art. 21, § 3	Art. 28
Art. 22	Art. 16
Art. 23	Art. 17
Art. 24	Art. 18
Art. 25	Art. 30
Art. 26	Art. 31
Art. 27	Art. 29
Art. 28	Art. 32

La chambre était composée de

Messieurs : C.-L. CLOSSET, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

R. ANDERSEN, conseillers d'Etat,
M. LEROY, staatsraden,

F. RIGAUX, assesseurs de la section de législation,
F. DELPEREE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. C. MENDIAUX, premier auditeur.

La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. I. KOVALOVSZKY, référendaire adjoint.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. C. MENDIAUX, eerste auditeur.

De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. I. KOVALOVSZKY, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C.-L. CLOSSET.